

AVIS D'ABSENCE D'EXAMEN DES ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES PAR UN AUDITEUR

Selon le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, si l'auditeur n'a pas effectué l'examen des états financiers intermédiaires, ceux-ci doivent être accompagnés d'un avis indiquant que les états financiers n'ont pas été examinés par un auditeur.

Les auditeurs indépendants de la société, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., n'ont pas effectué l'examen de ces états financiers conformément aux normes établies par CPA Canada aux fins de l'examen d'états financiers intermédiaires par l'auditeur d'une entité.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités ci-joints de la Société ont été établis par la direction de la Société, laquelle en assume la responsabilité.

GOODFELLOW INC.

États consolidés du résultat global

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Non audités

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 août 2020	31 août 2019	31 août 2020	31 août 2019
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires (note 14)	138 843	130 594	331 462	342 460
Charges				
Coût des ventes (note 4)	111 030	106 840	266 748	278 088
Frais de vente et charges administratives et générales (note 4)	17 835	19 426	51 413	58 053
(Gain) perte sur disposition d'immobilisations corporelles	(1)	-	(11)	7
Charges financières nettes (note 5)	679	895	2 152	2 449
	129 543	127 161	320 302	338 597
Bénéfice avant impôt sur le résultat	9 300	3 433	11 160	3 863
Impôt sur le résultat	2 604	961	3 125	1 086
Total aux éléments du résultat global	6 696	2 472	8 035	2 777
Bénéfice net par action - De base (note 9 c))	0,78	0,29	0,94	0,33
Bénéfice net par action - Dilué (note 9 c))	0,78	0,29	0,94	0,32

GOODFELLOW INC.
États consolidés de la situation financière
(en milliers de dollars)
Non audités

	Au 31 août 2020 \$	Au 30 novembre 2019 \$	Au 31 août 2019 \$
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie	1 884	2 364	1 546
Clients et autres débiteurs (note 6)	64 511	48 498	65 216
Stocks	82 498	87 339	99 761
Charges payées d'avance	2 077	2 563	2 552
Total des actifs courants	150 970	140 764	169 075
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	31 536	32 838	32 754
Actifs incorporels	3 420	3 927	3 990
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 3)	15 113	-	-
Actifs au titre des régimes à prestations définies	2 188	2 222	2 700
Investissement dans une coentreprise	25	25	25
Autres actifs	753	805	849
Total des actifs non courants	53 035	39 817	40 318
Actifs totaux	204 005	180 581	209 393
Passifs			
Passifs courants			
Dette bancaire (note 7)	23 872	31 204	56 579
Fournisseurs et autres créditeurs (note 8)	35 818	29 048	32 216
Impôts à payer	3 246	734	667
Provision	1 514	1 470	316
Dividende à payer (note 9 c))	-	856	-
Partie courante des obligations locatives (note 3)	4 338	15	15
Total des passifs courants	68 788	63 327	89 793
Passifs non courants			
Provision	-	-	1 319
Obligations locatives (note 3)	14 194	28	32
Impôt sur le résultat différé	2 269	3 209	3 652
Obligation au titre des régimes à prestations définies	734	609	159
Total des passifs non courants	17 197	3 846	5 162
Passifs totaux	85 985	67 173	94 955
Capitaux propres			
Capital social (note 9)	9 424	9 424	9 152
Résultats non distribués	108 596	103 984	105 286
	118 020	113 408	114 438
Passifs et capitaux propres totaux	204 005	180 581	209 393

GOODFELLOW INC.
États consolidés des flux de trésorerie
Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019
(en milliers de dollars)
Non audités

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 août 2020	31 août 2019	31 août 2020	31 août 2019
	\$	\$	\$	\$
Activités opérationnelles				
Bénéfice net	6 696	2 472	8 035	2 777
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :				
Amortissement des :				
Immobilisations corporelles (note 4)	678	696	2 002	2 076
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 084	-	3 265	-
Actifs incorporels	183	173	546	516
Charge de désactualisation de la provision	18	3	54	10
Diminution de la provision	-	(28)	(10)	(28)
Impôt sur le résultat	2 604	961	3 125	1 086
(Gain) perte sur disposition d'immobilisations corporelles	(1)	-	(11)	7
Charges d'intérêts	187	603	825	1 708
Charges d'intérêts sur obligations locatives	167	-	520	-
Déficit de la capitalisation des régimes de retraite sur les charges	52	35	158	106
Autres actifs	-	-	-	67
Autres	(13)	-	28	-
	11 655	4 915	18 537	8 325
Variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement (note 12)	9 239	6 126	(3 915)	(19 079)
Intérêts payés	(114)	(580)	(733)	(1 791)
Impôt sur le résultat recouvré (payé)	478	(152)	(613)	(828)
	9 603	5 394	(5 261)	(21 698)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	21 258	10 309	13 276	(13 373)
Activités de financement				
Diminution nette de l'emprunt bancaire	-	(3 000)	(5 000)	(1 000)
(Diminution) augmentation nette des acceptations bancaires	(21 000)	(12 000)	(5 000)	13 000
Paie ment d'obligations locatives	(1 312)	(4)	(3 954)	(10)
Dividende payé	-	-	(1 712)	(851)
	(22 312)	(15 004)	(15 666)	11 139
Activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(222)	(263)	(732)	(488)
Augmentation des actifs incorporels	(3)	(17)	(39)	(62)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	(1)	-	13	8
	(226)	(280)	(758)	(542)
Sorties nettes de trésorerie	(1 280)	(4 975)	(3 148)	(2 776)
Situation de trésorerie au début de la période	(708)	2 942	1 160	743
Situation de trésorerie à la fin de la période	(1 988)	(2 033)	(1 988)	(2 033)
La situation de trésorerie comprend les éléments suivants :				
Trésorerie	1 884	1 546	1 884	1 546
Découvert bancaire (note 7)	(3 872)	(3 579)	(3 872)	(3 579)
	(1 988)	(2 033)	(1 988)	(2 033)

GOODFELLOW INC.
États consolidés de la variation des capitaux propres
Pour les périodes de neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019
(en milliers de dollars)
Non audités

	Capital social	Résultats non distribués	Total
	\$	\$	\$
Solde au 30 novembre 2018	9 152	103 711	112 863
Bénéfice net	-	2 777	2 777
Total aux éléments du résultat global	-	2 777	2 777
<i>Transactions avec les propriétaires de la Société</i>			
Dividende (note 9 c))	-	(851)	(851)
Changement de la rémunération en action (note 9 b))	-	(351)	(351)
Solde au 31 août 2019	9 152	105 286	114 438
Solde au 30 novembre 2019	9 424	103 984	113 408
Ajustement de l'adoption IFRS 16, net de l'impôt de 940 \$ (note 3)	-	(2 567)	(2 567)
Solde au 1^{er} décembre 2019	9 424	101 417	110 841
Bénéfice net	-	8 035	8 035
Total aux éléments du résultat global	-	8 035	8 035
<i>Transactions avec les propriétaires de la Société</i>			
Dividende (note 9 c))	-	(856)	(856)
Solde au 31 août 2020	9 424	108 596	118 020

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Non audités

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

1. État et nature des activités

Goodfellow inc. (la « Société »), constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, mène différentes activités commerciales liées à la transformation et à la distribution de produits ligneux et de bois d'œuvre. Le siège social et principal établissement de la Société est situé au 225, rue Goodfellow, à Delson (Québec), Canada, J5B 1V5.

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Société au et pour les neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019 comprennent les comptes de la Société et ceux de ses filiales entièrement détenues.

2. Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés annuels de la Société ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS »), publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 novembre 2019, tels que présentés dans le rapport annuel 2019. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation des états financiers courants.

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été approuvée par le Conseil d'administration en date du 15 octobre 2020.

Les états financiers consolidés intermédiaires sont disponibles sur le site Web de SEDAR au www.sedar.com et sur le site Web de la Société au www.goodfellowinc.com.

Estimations, jugements et hypothèses

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés de même que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la Société ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude étaient les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 30 novembre 2019, à l'exception de l'application de l'IFRS 16, Contrats de location.

Jugements posés relativement aux nouvelles méthodes comptables appliquées

La direction pose un jugement, contrat par contrat, pour déterminer la durée appropriée de location. La direction tient compte de tous les faits et circonstances qui incitent économiquement à exercer une option de renouvellement ou à ne pas exercer d'option de résiliation. Les périodes couvertes par les options de renouvellement sont prises en compte dans la durée du contrat de location seulement si la direction a une certitude raisonnable de procéder au renouvellement.

La direction considère la certitude raisonnable comme seuil élevé. Les changements dans l'environnement économique ou les changements dans l'industrie peuvent avoir une incidence sur l'évaluation de la durée du bail par la direction, et tout changement dans l'estimation des conditions de location de la direction peut avoir une incidence importante sur l'état de la situation financière de la Société et sur les l'état du revenu global.

Principales sources d'incertitude d'estimation

Pour déterminer la valeur comptable des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives, la Société doit estimer le taux d'emprunt marginal propre à chaque actif loué s'il n'est pas possible de déterminer facilement le taux d'intérêt implicite du contrat de location. La direction détermine le taux d'emprunt marginal de chaque actif loué en tenant compte de la solvabilité de la Société, de la garantie, de la durée et de la valeur de l'actif loué sous-jacent, et de l'environnement économique dans lequel l'actif loué est exploité. Les taux d'emprunt marginaux peuvent être modifiés en raison de changements macroéconomiques dans l'environnement.

De plus, la Société a tenu compte, le cas échéant, de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et du climat d'incertitude connexe sur certaines de ses estimations et hypothèses, y compris des zones de jugement important, utilisées pour préparer les états financiers consolidés intermédiaires pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminés le 31 août 2020. Les principales zones touchées étaient la détermination de la présence d'indices de dépréciation d'actifs et, le cas échéant, les estimations et les hypothèses utilisées dans l'établissement de leur montant recouvrable. D'autres révisions pourraient être nécessaires à l'avenir en fonction de l'évolution de la pandémie COVID-19 et de son impact sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur l'évaluation finale de la valeur comptable des actifs de la société.

3. Principales méthodes comptables

À l'exception de ce qui est décrit ci-après, les principales méthodes comptables présentées à la note 3 dans les états financiers annuels consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 novembre 2019 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires non audités :

Changements de normes comptables

IFRS 16 – Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 »), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. La norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et un passif lié au contrat de location qui représente son obligation d'effectuer des paiements de loyers.

Les bailleurs continuent de classer les contrats de location en tant que contrat de location-financement ou en tant que contrat de location simple. D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont également été prévues. L'IFRS 16 est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

La Société a adopté la norme pour l'exercice ouvert le 1^{er} décembre 2019 et elle a appliqué les exigences de la norme au moyen de l'approche rétrospective modifiée, de sorte que l'incidence cumulée de l'application initiale a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des résultats non distribués le 1^{er} décembre 2019, sans retraitement de la période correspondante. Suivant la méthode rétrospective modifiée, la société a choisi d'utiliser les mesures de simplification suivantes permises aux termes de l'IFRS 16 :

- la Société n'a pas réapprécié si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de première application et a plutôt appliqué l'IFRS 16 aux contrats qu'elle avait antérieurement identifiés comme des contrats de location en application de l'IAS 17, *Contrats de location*;
- la Société s'est appuyée sur l'évaluation de la provision pour contrats de location déficitaires aux termes de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, au lieu d'effectuer un test de dépréciation;
- la Société a exclu les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation à la date de première application;
- la Société a utilisé des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location à la date de première application.

Lors de l'application de l'approche de transition rétrospective modifiée, pour les baux précédemment classés comme baux d'exploitation en vertu de l'IAS 17 et de l'IFRIC 4, sur demande initiale, un locataire est autorisé à mesurer l'actif au titre de droits d'utilisation, sur une base de location par bail, en utilisant l'une des deux méthodes : (1) comme si les IFRS 16 avaient toujours été appliqués, en utilisant le taux d'emprunt différentiel à la date de la demande initiale; ou (2) à un montant égal au passif du bail (sous réserve de certains ajustements). La Société a appliqué la première option à certains baux, ce qui a entraîné une diminution du montant du transfert de l'actif au titre de droits d'utilisation à la date de la demande initiale par rapport au passif du bail, pour ces baux. Pour le reste des baux, la Société a reconnu les actifs au titre de droits d'utilisation en fonction du passif correspondant du bail.

De plus, les crédits de location différés (relatifs aux incitatifs au bail) qui ont été enregistrés dans les comptes à payer et les passifs courus ont été décomptabilisés par un rajustement de transition correspondant aux bénéfices non répartis à la date de transition, à la suite de l'adoption des IFRS 16, et le loyer prépayé qui a été enregistré dans client et autre débiteurs et dans les autres actifs, sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} décembre 2019 a été transféré à l'actif au titre de droits d'utilisation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Non audités

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 sur certains éléments du bilan consolidé de la Société au 1^{er} décembre 2019 :

	Au 30 novembre 2019	Ajustements transitoires	Au 1 ^{er} décembre 2019
	\$	\$	\$
Actifs courants			
Client et autre débiteurs	48 498	(37)	48 461
Actifs non courants			
Immobilisation ⁽¹⁾	32 838	(30)	32 808
Actifs au titre de droits d'utilisation	-	17 152	17 152
Autres actifs	805	(52)	753
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créiteurs	29 048	(127)	28 921
Partie courante des obligations locatives	-	4 686	4 686
Partie courante des obligations en vertu de contrats de location financement ^{(1) (2)}	15	(15)	-
Passifs non courants			
Impôts différés	3 209	(940)	2 269
Obligations locatives	-	16 024	16 024
Obligations en vertu de contrats de location financement ^{(1) (2)}	28	(28)	-
Capitaux propres			
Résultats non distribués	103 984	(2 567)	101 417

(1) Les baux précédemment classés comme des contrats de location de financement en vertu de l'IAS 17 ont été présentés dans les immobilisations corporelles, ainsi que dans les obligations en vertu des baux financiers. À compter du 1^{er} décembre 2019, ces soldes sont inclus dans les actifs de droits d'utilisation et les passifs d'obligations locatives.

(2) Présenté en vertu du passif du bail dans l'état de la situation financière au 31 août 2019 et au 30 novembre 2019 à des fins comparatives.

Au 1^{er} décembre 2019, la société a utilisé ses taux d'emprunt marginaux pour évaluer ses obligations locatives. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré était de 3,60 % à la date d'adoption.

Le tableau qui suit présente le rapprochement des engagements découlant de contrats de location simple présentés en application de l'IAS 17 au 30 novembre 2019 et des obligations locatives comptabilisées le 1^{er} décembre 2019.

	\$
Total des engagements découlant de contrats de location simple présentés au 30 novembre 2019	19 115
Autres contrats de service	(103)
Obligations en vertu de contrats de location financement	43
Engagements découlant de contrats de location simple conclus à compter du 1 ^{er} décembre 2019	(418)
Options de prolongation pour lesquelles il existe une certitude raisonnable qu'elles seront exercées	4 171
Obligations locatives comptabilisées au 1 ^{er} décembre 2019 – montant non actualisé	22 808
Montant actualisé au moyen du taux d'emprunt marginal au 1 ^{er} décembre 2019	20 710
Partie courante des obligations locatives	4 686
Partie non courante des obligations locatives	16 024
Total des obligations locatives	20 710

En raison de l'adoption de l'IFRS 16, la société a mis à jour ses méthodes comptables au titre des contrats de location comme suit.

La Société comptabilise un actif au titre de droits d'utilisation et une obligation locative selon la valeur actuelle des paiements de loyers futurs lorsqu'un actif loué est mis à la disposition de la Société. Les paiements de loyers comprennent les paiements de loyers fixes, les paiements fixes de loyers en substance et les paiements de loyers variables qui sont en fonction d'un indice ou d'un taux, diminués de tout avantage incitatif à la location à recevoir. Les paiements de loyers sont actualisés selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou le taux d'emprunt marginal du preneur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Non audités

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

En général, la Société utilise le taux d'emprunt marginal du preneur pour mesurer la valeur actualisée. Les paiements de loyers sont actualisés sur la durée du contrat de location, ce qui comprend la durée fixe et les options de renouvellement que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les paiements de loyers sont répartis entre les obligations locatives et les charges financières, lesquelles sont comptabilisées sur la durée du contrat de location dans les charges locatives de l'état consolidé des résultats.

Si un contrat comprend des composantes locatives et des composantes non locatives, la Société répartira la contrepartie prévue au contrat entre toutes les composantes locatives sur la base de leur prix distinct relatif et du prix distinct de l'ensemble des composantes non locatives. La proportion des prix distincts relatifs est déterminée en maximisant le cours le plus observable pour un bien ou un service similaire.

Les paiements de loyers pour les actifs exemptés aux termes de l'exemption à court terme et les paiements variables qui ne sont pas en fonction d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés dans les frais de vente, de distribution et les charges administratives à mesure qu'ils sont engagés.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, diminués du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, et ajustés pour tenir compte de la réévaluation des obligations locatives. Le coût s'entend de l'évaluation initiale de l'obligation locative majorée des coûts directs initiaux et des paiements de loyers effectués au plus tard à la date de début. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont dépréciés selon le mode linéaire sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité.

4. Informations supplémentaires sur le résultat global

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 août 2020	31 août 2019	31 août 2020	31 août 2019
	\$	\$	\$	\$
Charge au titre des avantages du personnel ⁽¹⁾	12 316	12 776	33 563	38 049
Ajustement de la désuétude des stocks incluse dans le coût des ventes	896	282	1 285	572
Amortissement inclus dans le coût des ventes	219	242	643	731
Amortissement inclus dans les frais de vente et charges administratives et générales	459	454	1 359	1 345
Gains (pertes) de change	(45)	(58)	291	(63)

- (1) Au 31 août 2020, la Société était admissible à recevoir la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC). La SSUC est offerte aux employeurs admissibles qui ont perdu des revenus en raison de la COVID-19 et accorde généralement aux employeurs une subvention basé sur le pourcentage de diminution des revenus par mois en fonction de la rémunération des employés versées, jusqu'à concurrence d'un montant hebdomadaire maximal de (847 \$ à 1 129 \$ par semaine) par employé. La Société est d'avis qu'il y avait une assurance raisonnable que la SSUC sera reçu du gouvernement fédéral canadien et, par conséquent, a reconnu un montant sous autres débiteurs de 0,5 millions \$ de la SSUC contre les charges salariales admissibles à la SSUC sous « Charge au titre des avantages du personnel » pour la période de trois mois terminés le 31 août 2020 et de 3,0 millions \$ pour la période de neuf mois terminés le 31 août 2020. Au 31 août 2020, 2,9 millions \$ était reçu du gouvernement.

5. Charges financières nettes

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 août 2020	31 août 2019	31 août 2020	31 août 2019
	\$	\$	\$	\$
Charge d'intérêts	187	603	825	1 708
Charge d'intérêts sur obligations locatives	167	-	520	-
Charge de désactualisation de la provision	18	3	54	10
Autres charges financières	307	276	754	742
Charges financières	679	882	2 153	2 460
Revenus financiers	-	13	(1)	(11)
Charges financières nettes	679	895	2 152	2 449

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Non audités

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

6. Clients et autres débiteurs

	31 août 2020	30 novembre 2019	31 août 2019
	\$	\$	\$
Clients	64 707	47 832	65 336
Provision pour créances douteuses	(460)	(144)	(421)
	64 247	47 688	64 915
Autres débiteurs	264	810	301
	64 511	48 498	65 216

7. Dette bancaire

	31 août 2020	30 novembre 2019	31 août 2019
	\$	\$	\$
Emprunts bancaires	-	5 000	2 000
Acceptations bancaires	20 000	25 000	51 000
Découvert bancaire	3 872	1 204	3 579
	23 872	31 204	56 579

En mai 2019, la Société a renouvelé son entente de crédit avec ses prêteurs actuels, soit deux banques à charte canadiennes. L'entente de crédit comprend une marge maximale de 90 millions \$ échéant en mai 2021. De plus, un accordéon de 10 millions \$ est disponible une fois par année fiscale pour un maximum de 150 jours seulement.

Les fonds empruntés en vertu de cette entente de crédit portent intérêt au taux préférentiel plus une prime et sont garantis par une sûreté de premier rang sur l'universalité des biens meubles et immeubles de la Société. Au 31 août 2020, la Société respectait ses engagements financiers. Au 31 août 2020, selon l'entente de crédit, la Société utilisait 20,0 millions \$ de sa facilité de crédit comparé à 53,0 millions \$ au 31 août 2019.

8. Fournisseurs et autres créditeurs

	31 août 2020	30 novembre 2019	31 août 2019
	\$	\$	\$
Fournisseurs et charges à payer	27 537	20 438	22 664
Charges liées à la rémunération	5 618	5 569	5 537
Taxes de ventes à payer	2 663	3 041	4 015
	35 818	29 048	32 216

9. Capital social

a) Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

	31 août 2020	30 novembre 2019	31 août 2019
Nombre d'actions en circulation au début et à la fin de la période	8 562 554	8 562 554	8 506 554

b) Rémunération en actions

Le 15 janvier 2017, la Société a accordé des actions différées à un dirigeant clé. Le 12 avril 2019, la Société a modifié ces actions différées pour permettre le règlement en espèces à la discrétion du dirigeant clé. Le règlement en espèces permet au dirigeant clé de recevoir un paiement en espèces égal au nombre d'actions différées exercées multiplié par la juste valeur marchande des actions calculée en utilisant le cours de clôture moyen des vingt jours de bourse précédents.

À la fin de chaque période de présentation jusqu'à ce que le passif soit réglé, la juste valeur du passif est réévaluée, toute variation de la juste valeur étant comptabilisé dans les résultats de la période. Au 14 novembre 2019, sur la base d'un cours de clôture de 4,85 \$, le dirigeant clé a exercé son droit et a reçu 56 000 actions de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Non audités

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

La Société a constaté une récupération de la rémunération fondée sur des actions de nul en charges au titre des avantages sociaux pour la période de trois mois terminés le 31 août 2020 (44 milles \$ l'an dernier), avec une variation correspondante des passifs liés à la masse salariale pour la période de trois mois terminés le 31 août 2020 et 2019. La Société a constaté une récupération de la rémunération fondée sur des actions de nul en charges au titre des avantages sociaux pour la période de neuf mois terminés le 31 août 2020 et 98 mille \$ pour la période de neuf mois terminés le 31 août 2019, avec une variation correspondante des passifs liés à la masse salariale pour la période de neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019. Toutes les actions au titre de cette attribution ont été émises. Par conséquent, le passif lié à la masse salariale est nul au 31 août 2020.

c) Bénéfice net et dividende par action

Les calculs du bénéfice net par action de base et dilué sont basés sur les éléments suivants :

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 août 2020	31 août 2019	31 août 2020	31 août 2019
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net				
- de base	6 696	2 472	8 035	2 777
- dilué	6 696	2 440	8 035	2 706
Moyenne pondérée d'actions				
- de base	8 562 554	8 506 554	8 562 554	8 506 554
- dilué	8 562 554	8 562 554	8 562 554	8 562 554

Des dividendes de 0,20 \$ et de 0,10 \$ par action ont été versés pour les périodes de neuf mois terminés le 31 août 2020 et le 31 août 2019, respectivement.

10. Cycle saisonnier

Les activités de la Société suivent un cycle saisonnier, les ventes étant habituellement plus importantes aux deuxièmes et troisièmes trimestres. En conséquence, une part plus élevée du bénéfice net est normalement enregistrée pendant ces trimestres. Ce cycle saisonnier fait en sorte que la performance des neuf mois terminés le 31 août 2020 n'est pas nécessairement représentative de la performance du reste de la période.

11. Instruments financiers et gestion du risque financier

Gestion du risque

La Société est exposée à des risques financiers qui découlent des fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change ainsi que de la volatilité de ces taux.

Risque lié au financement et risque de liquidité

La Société obtient du financement à court terme auprès de deux banques à charte canadiennes.

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 août 2020 s'établissent comme suit :

Passifs financiers				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 12 à 36 mois
Dette bancaire	23 872	23 872	23 872	-
Fournisseurs et autres créditeurs	35 818	35 818	35 818	-
Obligations locatives	18 532	18 532	4 338	14 194
Total des passifs financiers	78 222	78 222	64 028	14 194

Risque de taux d'intérêt

La Société détient une facilité de crédit renouvelable pour financer ses besoins en fonds de roulement. Les frais d'intérêts de cette facilité de crédit dépendent du taux préférentiel des banques canadiennes et américaines. L'augmentation de ce taux aura, le cas échéant, une incidence défavorable sur la rentabilité de la Société. La direction ne croit pas que la fluctuation des taux d'intérêt aura une incidence importante sur ses résultats d'exploitation. Une fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur la dette bancaire de 23,9 million \$ accroîtrait annuellement les dépenses d'intérêt de 0,2 million \$.

Risque de change

La Société pourrait recourir à des contrats de change à terme pour couvrir certains créditeurs et, à l'occasion, des engagements d'achats futurs libellés en dollars US, en euros et en livres sterling. Une variation de 5 % du dollar canadien par rapport aux monnaies étrangères n'aurait pas d'incidence significative sur le bénéfice net de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Non audités

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

Au 31 août 2020, la Société était exposée au risque de change par l'intermédiaire des éléments suivants :

Actifs et passifs financiers mesurés à leurs coûts amortis

	Dollars US	Livres sterling	Euros
Trésorerie	1 732	243	11
Clients et autres débiteurs	4 468	105	-
Fournisseurs et autres créditeurs	(5 339)	(76)	(109)
Obligations locatives	(587)	-	-
Exposition nette	274	272	(98)
Taux de change du \$CA au 31 août 2020	1,3047	1,7443	1,5574
Impact sur le bénéfice net en fonction d'une fluctuation de 5 % du \$CA	13	17	(6)

Risque de crédit

La Société est exposée à un risque de crédit de la part de ses clients. En s'assurant d'une composition diversifiée de sa clientèle, ce risque est atténué en réduisant le montant auquel la Société est exposée envers l'un ou l'autre de ses clients. De plus, la Société utilise un système de gestion du crédit pour limiter le risque de pertes dues à l'insolvabilité ou à une faillite d'un de ses clients. Elle a également recours à l'assurance-crédit afin de réduire les pertes dues aux créances irrécouvrables. Finalement, la Société a adopté une politique de crédit qui définit les conditions de crédit devant être respectées par ses clients. Des limites précises de crédit sont établies pour chaque client et sont régulièrement révisées. En se basant sur la tendance historique de paiement, les renseignements actuels en matière de crédit et l'expérience disponible, la Société juge qu'à l'exception des provisions pour créances douteuses déjà enregistrées, aucune provision pour créances douteuses n'est nécessaire en ce qui concerne les comptes clients qui sont courants ou en souffrance. La Société ne possède pas de contrats à long terme avec aucun de ses clients. Les contrats de distribution sont normalement attribués annuellement et peuvent être révoqués. Dans son évaluation de la provision pour pertes sur créances douteuses au 31 août 2020, la Société a tenu compte de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 sur son évaluation, y compris le risque de défaillance de ses clients étant donné le ralentissement économique provoqué par cette pandémie.

Le tableau suivant présente les informations sur l'exposition au risque de crédit et sur les pertes de crédit attendues sur les clients :

	31 août 2020	31 août 2019
	\$	\$
Courant	61 464	60 416
En souffrance - 31 à 60 jours	2 077	2 890
En souffrance - 61 à 90 jours	464	1 340
En souffrance - 91 à 120 jours	331	342
En souffrance - Plus de 120 jours	371	348
	64 707	65 336
Provision pour créances douteuses	(460)	(421)
Solde à la fin de la période	64 247	64 915

Au 31 août 2020, un montant de 261 milles \$ était inclus dans la provision pour créances douteuses pour des clients spécifiques ayant des comptes à recevoir totalisant 636 milles \$. Hormis la provision spécifique, les pertes de créances attendues se sont limitées à 199 milles \$ et, par conséquent, les pertes de créances attendues liées à l'âge des comptes clients n'ont pas été présentées séparément dans le tableau ci-dessus.

Dépendance économique

Seulement un client important contribue plus de 10 % aux ventes totales de la Société au cours du troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020 (identique l'an dernier). Ce qui suit représente le total des ventes constituées principalement de divers produits de bois des clients importants :

	Trois mois terminés le				Neuf mois terminés le			
	31 août 2020		31 août 2019		31 août 2020		31 août 2019	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Ventes aux clients importants qui ont contribué plus de 10% du total des ventes de la Société	21 188	15,1	17 555	13,4	50 510	15,1	45 408	13,3

La perte d'un client important pourrait avoir un impact majeur sur les résultats, les opérations et sur la santé financière de la Société. Les valeurs comptables des actifs financiers représentent le risque de crédit maximal.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Non audités

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

Juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants sur le marché à la date d'évaluation. La juste valeur est fondée sur l'information disponible sur le marché. En l'absence d'une telle information, elle est estimée à l'aide de techniques d'actualisation de la valeur et d'hypothèses concernant le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs et les taux d'actualisation compte tenu du niveau approprié de risque lié aux instruments.

La juste valeur estimative pourrait différer du montant qui serait obtenu advenant le règlement immédiat des instruments. La valeur comptable des comptes de trésorerie, comptes clients et autres débiteurs, dette bancaire, fournisseurs et autres créditeurs et dette à long terme se rapproche de leurs justes valeurs.

12. Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 août 2020	31 août 2019	31 août 2020	31 août 2019
	\$	\$	\$	\$
Clients et autres débiteurs	5 020	10 723	(16 050)	(15 208)
Stocks	9 573	8 833	4 841	(7 217)
Charges payées d'avance	(653)	39	416	654
Fournisseurs et autres créditeurs	(4 701)	(13 469)	6 878	2 692
	9 239	6 126	(3 915)	(19 079)

13. Gestion du capital

Les objectifs et les stratégies de la Société sont sensiblement les mêmes que ceux présentés dans les états financiers annuels consolidés de la Société contenus dans le rapport annuel 2019.

Aux 31 août 2020 et 2019, la Société a réalisé les résultats suivants eus égard à ses objectifs de gestion du capital :

	Au 31 août 2020	Au 31 août 2019
Gestion du capital		
Ratio de la dette sur le capital	15,8 %	32,7 %
Ratio de couverture des intérêts	7,4	3,2
Rendement sur l'avoir des actionnaires	9,1 %	3,2 %
Ratio du fonds de roulement	2,2	1,9
BAIIA	19 125 \$	8 904 \$

Ces mesures ne sont pas exigées par l'IFRS et sont définies par la Société comme suit :

- Le ratio de la dette sur le capital représente la dette par l'avoir des actionnaires. La dette est définie comme étant la dette bancaire moins l'encaisse et les équivalents d'encaisse (c.-à-d. que la dette exclut les obligations locatives). La capitalisation correspond à la dette plus l'avoir des actionnaires.
- Le ratio de couverture des intérêts représente le BAIIA au cours de la période pour laquelle le calcul est effectué sur les frais d'intérêts pour la même période sur une base consolidée, calculé sur une période continue de quatre trimestres.
- Le rendement sur l'avoir des actionnaires correspond au bénéfice (perte) net divisé par l'avoir des actionnaires.
- Le ratio du fonds de roulement est le total des actifs à court terme divisé par le total des passifs à court terme.
- BAIIA est le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Non audités

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminés le 31 août 2020 et 2019

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

14. Information sectorielle et Chiffre d'affaires

La Société dirige ses opérations dans un seul secteur d'activité. Les revenus proviennent de la vente de différents produits du bois et les charges d'exploitation sont gérées à l'échelle de l'entreprise. La presque totalité des immobilisations corporelles de la Société est située au Canada.

Le tableau suivant représente les ventes ventilées par marchés géographiques et par catégories décrivant comment la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude des ventes et des flux de trésorerie sont affectés par les facteurs économiques.

Principaux marchés géographiques

Le chiffre d'affaires de la Société provient de clients situés au Canada dans une proportion approximative de 87 % (85 % en 2019), de clients situés aux États-Unis dans une proportion approximative de 8 % (9 % en 2019) et de clients situés dans d'autres marchés dans une proportion approximative de 5 % (6 % en 2019).

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 août 2020	31 août 2019	31 août 2020	31 août 2019
	\$	\$	\$	\$
Canada	123 792	113 269	287 337	290 252
États-Unis	9 337	9 902	28 017	30 807
Exportation	5 714	7 423	16 108	21 401
	138 843	130 594	331 462	342 460

Catégories de vente

	Trois mois terminés le		Neuf mois terminés le	
	31 août 2020	31 août 2019	31 août 2020	31 août 2019
	\$	\$	\$	\$
Plancher	26 092	27 285	68 560	71 669
Panneaux de commodité et de spécialité	20 110	20 919	51 341	55 697
Matériaux de construction	18 291	15 891	39 433	37 168
Bois d'oeuvre	74 350	66 499	172 128	177 926
	138 843	130 594	331 462	342 460

15. Événement subséquent

Le 24 septembre 2020, la Société a détecté une cyberattaque par un rançongiciel visant ses systèmes informatiques. Le logiciel malveillant employé dans le cadre de l'attaque a encrypté certaines données électroniques logées dans le réseau de la Société de façon à les rendre illisibles ou inutilisables. L'attaque s'est déroulée après la fermeture des bureaux le 23 septembre 2020 et a été détectée immédiatement à l'ouverture des bureaux le lendemain, et la Société a immédiatement pris des mesures afin de neutraliser l'atteinte et réduire les impacts possibles sur les données et les opérations de la Société et amorcer le processus de recouvrement.

En collaboration avec ses assureurs en cybersécurité, des firmes indépendantes spécialisées en matière de cybersécurité ont été amenées afin d'aider la Société à traiter la situation suivant les meilleures pratiques de l'industrie. La Société a également rapporté l'attaque aux forces de l'ordre.

Au moment présent, il n'y a pas d'éléments laissant croire que des données personnelles de clients ont été compromises dans le cadre de cette attaque. La Société ne reçoit généralement pas de données personnelles de ses clients composés en grande partie d'entreprises. Par ailleurs, certaines données personnelles d'employés pourraient avoir été compromises et la Société prend des mesures afin de réduire l'impact auprès des employés affectés, dont la rétention des services de TransUnion afin de surveiller et gérer leur dossier de crédit de façon proactive.

La Société s'affaire à rétablir ses données et systèmes et a bon espoir qu'elle pourra le faire avec un impact limité sur ses opérations et ses ventes. Toutefois, puisque ce travail et l'investigation de l'attaque sont toujours en cours, la pleine portée de l'impact de l'attaque ne peut être déterminée à ce moment.